

France-Paris La Défense: Benefit services
OJ S 94/2021 17/05/2021
Contract notice – utilities
Services

Legal Basis:

Directive 2014/25/EU

Section I: Contracting entity

I.1. Name and addresses

Official name: RTE Réseau de transport d'électricité
Postal address: Immeuble Window, 7C place du Dôme
Town: Paris La Défense
NUTS code: FR101 Paris
Postal code: 92073
Country: France
E-mail: clemence.saleh@rte-france.com
Internet address(es):
Main address: www.rte-france.com
Address of the buyer profile: <https://rte-france.bravosolution.com>

I.3. Communication

Access to the procurement documents is restricted. Further information can be obtained at:
<https://rte-france.bravosolution.com>
Additional information can be obtained from the abovementioned address
Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: <https://rte-france.bravosolution.com>
Tenders or requests to participate must be submitted to the abovementioned address

I.6. Main activity

Electricity

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Accompagnement du projet Salles H24 et projet d'entreprise
Reference number: 20900

II.1.2. Main CPV code

75310000 Benefit services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Le projet d'entreprise Impulsion & Vision prévoit à l'horizon 2023 la création d'une salle H24.

La mise en place de cette salle a pour ambition principale d'assurer la supervision, l'exploitation et l'administration des infrastructures techniques et des chaînes applicatives sûreté et clients pour acquérir et renforcer la maîtrise de RTE, sur ces activités, dans la durée. Dans ce cadre, les équipes projets Salles H24 et PE souhaitent être accompagnées dans le pilotage de leur mission ainsi que l'animation des parties prenantes.

II.1.5. Estimated total value

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FR101 Paris

Main site or place of performance: Paris La Défense.

II.2.4. Description of the procurement

La prestation portera sur les trois volets suivants:

- appui méthodologique (MCO et/ou interrogation sur la pertinence des outils mis en place);
- appui à la gestion du projet «Salle H24 & PE» (rôle de PMO — pilotage/coordination, planning, identification des risques, reporting);
- contribution à la communication stratégique et appui à la gestion de la plateforme collaborative (rôle de webmaster de la plateforme collaborative mise en place sur le PE et lien avec l'éditeur, rédaction de contenu et suivi des évolutions techniques).

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in days: 12

This contract is subject to renewal: yes

Description of renewals:

Quatre options d'une d'une durée de six mois chacune.

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged number of candidates: 5 Objective criteria for choosing the limited number of candidates:

- pertinence de la présentation de la société démontrant la capacité du candidat à répondre aux prestations objets du marché;
- qualité des références (ou équivalence).

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: yes

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

Quatre options de durée.

II.2.13.

Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le candidat devra adresser avec sa demande de participation:

Candidat établi en France:

— un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (imprimé Kbis), ou bien carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de trois mois par rapport à la date limite de réponse; ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription.

Candidat établi hors de France:

— un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de trois mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre;
— un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France.

Pour tous les candidats:

— une déclaration sur l'honneur datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 de l'ordonnance no 2018-1074 du 26.11.2018 portant partie législative du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Il s'agit sans être exhaustif:

— des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants;

— des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés;

— des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public constatées par le tribunal de commerce;

— de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'état;

— en cas de redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés.

Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L. 111-10 et suivants du code de l'énergie, un candidat contrôlé directement ou indirectement par une société du groupe EDF ou CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant son lien capitalistique avec une ou des sociétés du groupe EDF ou CDC.

Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

- le candidat est en capacité de fournir l'ensemble des documents administratifs et financiers exigés par la réglementation et permettant d'analyser leur situation économique;
- le candidat est en capacité de dresser l'état de leur CA sur les trois dernières années.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- le candidat est en capacité de fournir l'ensemble des documents administratifs et financiers exigés par la réglementation et permettant d'analyser leur situation économique;
- le candidat est en capacité de dresser l'état de leur CA sur les trois dernières années;
- le candidat est en capacité de fournir un état de ses effectifs et disposer de moyens humains suffisants pour assurer la stabilité de l'équipe retenue;
- présentation du candidat démontrant sa compréhension du besoin et sa capacité à y répondre (4 slides MAX);
- le candidat est en capacité de justifier d'une démarche RSE mise en place au sein de la société en termes de conditions de travail, formations, environnement, etc.
- complétude du cadre de réponse (cf. annexe 1).

Minimum level(s) of standards possibly required:

Dans l'hypothèse où le nombre de candidats constituant la liste longue serait supérieur au nombre maximum de candidats admis à soumissionner, les critères de sélection ci-dessous seront appliqués de déterminer la liste courte des fournisseurs admis à participer à la consultation:

- pertinence de la présentation du candidat démontrant sa compréhension du besoin et sa capacité à y répondre (22 points);
- présentation détaillée de deux missions similaires réalisées (ou équivalence permettant de répondre au critère) pour chaque volet de la prestation (appui méthodologique, gestion de projet et gestion d'outils collaboratif/communication) au cours des 24 derniers mois pour des clients pertinents eu égard aux contraintes et enjeux de RTE (18 points).

III.1.6. Deposits and guarantees required

Des cautions ou garanties bancaires pourront être demandées et seront indiquées dans le dossier de consultation.

III.1.7. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture (sauf réglementation particulière en terme de délai de paiement relative à l'activité).

III.1.8. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

RTE se réserve le droit de demander au groupement sa transformation en groupement solidaire ou avec mandataire solidaire lors de l'attribution du marché, dans la mesure où cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché.

En cas de candidature en groupement, l'ensemble des pièces demandées aux III.1.1) à III.1.3) doit être fourni par chacun de ses membres.

Sauf cas prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement candidat à un avis d'appel à la concurrence ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Negotiated procedure with prior call for competition

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.4. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 31/05/2021 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191 avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre Cedex

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

— référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance no 2009-515 du 7.5.2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat;

— référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance no 2009-515 du 7.5.2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le 31^e jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal de grande instance de Nanterre

Postal address: 179-191 avenue Joliot-Curie

Town: Nanterre Cedex

Postal code: 92020

Country: France

Telephone: +33 140971010

VI.5. Date of dispatch of this notice

12/05/2021